

# **Perspectives de dissuasion et de contrôle des armes dans le contexte de l'après guerre froide.**

MAJOR RALPH ROOME

GROUPE A1

Perspectives de dissuasion et de  
contrôle des armes dans le contexte de  
l'après guerre froide.

|  |           |
|--|-----------|
| Introduction   | P 1 - 4   |
| Innovation Technologique et Dissuasion                             | P 4 - 7   |
| Dissuasion et Equilibre de Puissance                               | P 7       |
| Facteurs Psychologiques et Politiques Dans La Dissuasion           | P 7 - 8   |
| Les Niveaux de Dissuasion  | P 8 - 9   |
| Conclusion: Dissuasion et Contrôle des Armes dans Les<br>Années 90 | P 9 - 12  |
| Works Cited  | P 13      |
| Bibliographie  | P 14 - 15 |

## INTRODUCTION : LA NATURE DE LA DISSUASION

Pendant les deux dernières décennies, aucun concept n'a dominé seul la théorie stratégique internationale en matière d'emploi et de contrôle des armes de dissuasion nucléaire. D'après Hobert Jervis, la théorie de dissuasion constitue probablement l'école de pensée la plus influente dans l'étude américaine des relations internationales (Jervis,79). Deux analystes du sujet, Alexander George et Richard Smoke ont donné cette définition dans sa forme la plus générale : la dissuasion vise à convaincre un adversaire potentiel que les coûts /ou les risques liés à son action sont si élevés qu'ils en hypothèquent lourdement les éventuels

bénéfices (George, 74). Ainsi défini le concept de dissuasion déjà probablement très ancien. On en trouve des exemples dans les écrits de Thucydides et de Machiavelle, même si ses derniers n'ont jamais utilisé le terme de dissuasion. Le système d'équilibre des pouvoirs *balance of power*, qui a prévalu en Europe pendant un siècle, après les guerres napoléoniennes, était essentiellement un outil de gestion du pouvoir utilisée par les hommes d'état pour tenter de rendre la guerre inutile. La dissuasion était implicite dans des actes symboliques ou d'avertissement tels que le déploiement de forces navales, l'échange d'observateurs militaires ou la conclusion d'alliances; mais à l'ère nucléaire, sa signification allait devenir nettement plus forte tandis qu'elle prenait la forme d'une menace de riposte massive et destructrice beaucoup plus explicite (Russett, 63, 96, Goldstein, 96).

Le terme de dissuasion n'est pas apparu dans le vocabulaire des relations internationales, ou dans les écrits relatifs aux théories stratégiques, avant la Deuxième Guerre Mondiale, bien qu'il ait été assez couramment utilisé par les théoriciens légalistes depuis la seconde moitié du dix-neuvième siècle, pour justifier la sévérité des peines en tant que moyen de dissuasion vis à vis du comportement criminel d'autrui. Depuis le déploiement des armes nucléaires, a écrit Bernard Brodie, le terme n'a pas seulement acquis une intensité particulière mais aussi une connotation spéciale (Brodie, 59). Alors que dans le passé, les forces militaires d'une nation étaient préparées à affronter toute sorte de guerre que, la technologie de l'époque rendait possible, et à mener une telle guerre dans le but de la gagner, à l'ère nucléaire, le déclenchement d'une guerre conduite avec des armes de destruction massive est perçue comme une catastrophe ultime; depuis lors, la force de l'outil de défense d'une grande puissance se mesure à sa capacité d'éviter, par la dissuasion, une guerre nucléaire généralisée. Dans la pratique, cela consistait à décourager tout agresseur potentiel de se lancer dans une guerre nucléaire, en lui faisant valoir l'énorme prix à payer dans un tel cas. Ainsi, le concept de dissuasion nucléaire repose d'abord sur l'hypothèse que les hommes politiques adoptent un comportement rationnel et qu'ils sachent évaluer correctement, comme le font les économistes depuis longtemps, le rapport coût sur gain. Outre la rationalité, il faut aussi compter avec la peur; et la peur peut être rationnelle dans certaines circonstances et irrationnelle dans d'autres (Smoke, 74, Goldstein, 96, Russett, 96).

La théorie de la dissuasion n'a pas émergé soudainement, mais a évolué graduellement et a été développée par étape, ou par ce que Jervis appelle par vagues *waves*. Pendant la période durant laquelle les Etats-Unis était la seule puissance à détenir l'arme atomique (1945–1949), il n'y avait pas de théorie stratégique systématique de la dissuasion (Jervis, 79). Elle fut précédée par un concept développé par George F. Kennan, la politique de *containment*, contenir. Aucune doctrine militaire n'avait été élaborée en soutien de cette politique de *containment*, considérée comme une réponse à la menace d'expansion soviétique. En réalité, sans toutefois les écarter, Kennan n'avait jamais vraiment évoqué les moyens militaires à mettre en oeuvre pour atteindre cet objectif de limitation de l'expansion; mais il considérait que ces moyens faisaient partie des leviers de la diplomatie, au même titre que la politique ou l'économie (Russett, 96, Goldstein, 96).

A la vérité, l'idée s'est progressivement imposée qu'avec les armes nucléaires, la nature même de la guerre avait radicalement changé et que sa généralisation pourrait désormais être évitée. Les Soviétiques, cependant, ne possédaient pas

encore de telles armes. Parmi les planificateurs militaires Américains de l'époque Truman , il était admis que, si une guerre avait lieu entre les Etats-Unis et l'Union Soviétique, les Etats-Unis en sortiraient victorieux, comme lors de la deuxième guerre mondiale, grâce à ses bombardiers à long rayon d'action; la principale différence résiderait dans le fait que ces avions seraient alors capables de mettre en oeuvre les nouvelles armes absolues, à la place des bombes conventionnelles. Encore sous le coup des lourdes pertes subies lors de la deuxième guerre mondiale , l'Union Soviétique ne paraissait pas prête à se lancer dans une guerre totale avec la seule puissance nucléaire du monde, les Etats-Unis (Kahan, 85).

Compte tenu de certains développements et de certaines perceptions, des analystes occidentaux ont commencé, au début des années 1950s, à mettre en forme et à affiner leurs théories sur la dissuasion nucléaire. Ces développements et ces perceptions prennent en compte la Guerre de la Corée et la possibilité croissante que deux pays soient bientôt détenteurs d'importants arsenaux d'armes nucléaires, atomiques et thermonucléaire; ils prennent également en compte l'inquiétude des pays de occidentaux, qui à la suite de la rapide démobilisation militaire après la deuxième guerre mondiale, se retrouvaient dans le domaine des forces conventionnelles, en situation d'infériorité face au bloc communiste; ces pays n'auraient probablement pas manqué de trouver difficile, politiquement et économiquement, d'affronter les Etats communistes sur ce terrain, dans le seul but de participer à long terme, à la politique globale de containment ( Kegley, 93).

La Guerre de la Corée a produit une littérature stratégique consacrée au concept de la guerre limitée. Le conflit coûteux, long et ambigu en Asie de l'est avait grandement frustré le peuple Américain habitués, au cours du siècle, à mener des guerres totales victorieuses conduisant à la reddition inconditionnelle de l'ennemi. Même si l'Union Soviétique, et moins encore la République Populaire de Chine, n'étaient alors préparées à une guerre généralisée, les Etats-Unis, soumise la forte pression de ses alliés Européens pour contenir le conflit, et désireux de ne pas s'impliquer dans une guerre à grande échelle sur la terre asiatique, se sont imposés de limiter leurs opérations militaires. Ils se sont notamment abstenus d'employer des armes atomiques en dépit de leur monopole; et d'effectuer des bombardements au-delà de la Rivière Yalu; ils se sont également refusés à faire intervenir les forces du gouvernement Nationaliste de Chiang Kai-shek implantées sur Formose, c'est à dire sur Taiwan, au sein des unités de contrôle des Nations Unies. En dépit de la déclaration du Général Douglas MacArthur qui affirme que "à la guerre, il n'y a pas de substitut à la victoire," les défenseurs de la guerre limitée ont soutenu qu'avec l'avènement de l'ère nucléaire, les guerres devaient être non nucléaires et leurs objectifs strictement limités. De leur point de vue, il était essentiel qu'une réglementation visant à prévenir l'escalade de la guerre soit mise au point, même si cela devait se traduire par des négociations très difficiles de rebouchant sur une impasse (Goldstein, 96, Russett, 96).

Le débat sur la dissuasion nucléaire commença sérieusement après l'annonce, par l'administration Eisenhower, de la doctrine connue sous l'appellation de riposte massive. Les Etats-Unis ne se sentiraient plus contraints de conduire un nombre indéfini de guerres limitées de type Corée, longues et coûteuses, sans recourir à l'arme nucléaire. D'après le Secrétaire d'Etat John Foster Dulles, les

défenses locales doivent pouvoir être renforcées par la force de dissuasion qu'offre la menace d'une riposte massive. Pour le monde libre, la meilleure façon de dissuader une agression consiste à avoir la volonté et la capacité d'y répondre vigoureusement, à l'endroit et avec les moyens de son choix. Il est important de garder à l'esprit que la doctrine Dulles était très différente de la politique de dissuasion qui avait progressivement émergé pendant les années 1950 ; en fait, elle constituait une application précoce, rudimentaire et controversée du concept de dissuasion et fut bientôt l'objet de vives critiques. L'armée de l'air avait demandé à ce que les forces nucléaires stratégiques soient largement supérieures à celles de l'URSS, de sorte que les Etats-Unis soient en position de force en cas d'affrontement stratégique (Kegley, 93). Cependant, le Président Eisenhower, en tant que budgétaire conservateur attaché à la limitation des dépenses dans les domaines de la dissuasion et de la défense, était convaincu que la recherche d'une supériorité et d'une capacité de réaction, apte à détruire les forces ennemies avant qu'elles ne puissent infliger de lourds dommages aux Etats-Unis et à ses alliés, serait trop onéreuse. Cela allait à l'encontre de l'idée selon laquelle les armes nucléaires pouvaient, d'un point de vue économique, remplacer avantageusement des forces conventionnelles importantes. Eisenhower opta pour le concept de suffisance stratégique qui présupposait le maintien de forces nucléaires importantes mais pas illimitées. Une posture à mi-chemin entre une supériorité stratégique et une dissuasion minimum. Cette stratégie, rédigée par Jérôme H. Kahan, ne reflétait pas uniquement un choix doctrinal mais constituait un compromis bureaucratique entre ceux qui estimaient que l'Amérique disposait d'une puissance stratégique trop importante et ceux qui, au contraire, trouvaient que cette puissance était insuffisante. Même avec une telle politique, les Etats-Unis ont bénéficié, pendant plusieurs années, d'une supériorité stratégique sur l'URSS ; mais pendant cette période, bien qu'étant en mesure de remporter une victoire décisive, le gouvernement Américain n'a jamais réellement envisagé une guerre préventive (Kahan, 85). Richard Smoke a souligné le fait qu'il sera toujours porté au crédit des Etats-Unis d'avoir eu l'opportunité unique de devenir maître du monde et de ne jamais avoir vraiment été sérieusement tenté d'en profiter (George, 74).

Rapidement, et sauf dans le cas d'une attaque à grande échelle contre l'Europe de l'ouest, la crédibilité de la doctrine Dulles, en tant que rempart efficace contre l'expansion communiste, avait fait l'objet de nombreuses critiques. La doctrine de représailles massives signifiait que, dorénavant, les Etats-Unis répondraient, par des frappes nucléaires du Strategic Air Command contre l'Union Soviétique et/ou la Chine, à toute attaque communiste, qu'elle ait lieu en Asie ou qu'elle soit dirigée contre des territoires sous contrôle OTAN. William W. Kaufmann formula des objections contre une telle politique opérationnelle. Bien qu'il reconnaisse aux Etats-Unis la capacité de conduire des frappes éloignées, il se demandait si, sur le plan de la crédibilité, cette politique ne remettait pas en cause les exigences fondamentales de la dissuasion. Les raisons avancées par Kaufmann étaient les suivantes : "les chefs communistes ne manqueraient pas d'être convaincus de notre capacité à mettre en oeuvre notre menace, mais dans le même temps, ils ne pourraient s'empêcher de constater qu'avec leur propre capacité nucléaire naissante, la décision d'utiliser nos armes de destruction massive ne pourrait être prise qu'à l'issue d'une très difficile estimation des coûts et risques ainsi que des avantages escomptés... La Corée et l'Indochine constituent le symbole éclatant de notre répugnance, non seulement à intervenir dans les régions périphériques, mais aussi à

étendre les conflits dans lesquels nous sommes engagés.... Enfin, l'état des opinions publiques américaine et alliés leur fournit des raisons supplémentaires de croire, qu'à moins de n'être qu'un grand coup de bluff, la doctrine n'est encore qu'une proposition justifiant l'organisation d'un débat approfondi avant de pouvoir prétendre au statut de politique officielle." (Dougherty, 90, p 390)

Paul Nitze, qui avait été Directeur de l'équipe chargée de l'élaboration de la politique au Département d'Etat, critiqua la déclaration de Dulles distinguant une politique purement déclaratoire, conçue à des fins psychologiques ou politiques, et une politique active pouvant être mise en oeuvre avec réalisme. Nitze s'opposait à la doctrine Dulles parce qu'il considérait qu'il existait une trop grande différence entre les déclarations et ce qui pourrait effectivement être mis en oeuvre. Au milieu des années 50, en avançant le concept de dissuasion graduée, les spécialistes occidentaux de stratégie s'attachèrent à assouplir la doctrine de riposte massive et à réduire le différentiel entre la théorie et la réalité. L'expression semblait peu appropriée, dans la mesure où cela supposait que la dissuasion pouvait être graduée. On peut affirmer qu'une agression fait l'objet, ou non, d'une dissuasion, mais une fois que l'agression est effective, on a toujours la possibilité d'appliquer graduellement la force militaire. Les adeptes de la dissuasion graduée estimaient que la dissuasion occidentale serait plus crédible si elle ne reposait pas sur une riposte massive, mais sur l'utilisation d'un minimum de forces nucléaires aptes, en compensation de l'infériorité des forces conventionnelles de l'Ouest, à décourager, repousser ou infliger une défaite introduisant ainsi le concept d'emploi d'armes nucléaires tactiques au coeur du monde communiste (Nitze, 56, Goldstein, 96).

## INNOVATION TECHNOLOGIQUE ET DISSUASION

La crédibilité de la dissuasion constituait un problème, un problème récurrent, essentiellement de nature politique et psychologique. Un deuxième problème, de même ordre, mais en théorie, et dans la pratique, distinct du premier, provenait du fait que la technologie des armes modernes entraînait d'incessants changements. Il s'agit là du problème technique lié au degré de vulnérabilité ou d'invulnérabilité des armes nucléaires. Le concept de dissuasion suppose d'abord la détention d'un armement nucléaire permettant d'affronter un agresseur potentiel disposant lui-même de l'arme nucléaire, en affichant la menace de représailles susceptibles d'occasionner des dégâts inacceptables, même après avoir subi une première attaque surprise.

Vers la fin des années 1950, surtout après que l'URSS ait lancé, en 1957, son premier satellite Spoutnik, des voix se sont élevées pour s'inquiéter de l'avenir des forces nucléaires, de la stabilité stratégique et de l'automatisme de la dissuasion. En 1959, Albert Wohlstetter souligna publiquement que le développement inéluctable de la technologie rendrait les armes stratégiques plus vulnérables à une attaque surprise et que la dissuasion ne pourrait être maintenue qu'en procédant à des choix de défense difficiles portant sur la dispersion, la mobilité et la protection des missiles (Russett, 96).

Les analystes faisaient valoir que la possession, par une nation, d'une force de bombardiers stratégiques et de missiles non protégés, pouvait être considérée comme une provocation et une incitation à l'attaque, dans la mesure où ces forces

ne pouvaient être présentée, comme des moyens purement défensifs de frappe en second. En effet, ces armes ne pouvant prétendre être utilisées pour une frappe en second, elles ne manqueraient d'apparaître comme des moyens de première frappe, augmentant ainsi l'inquiétude de la partie adverse. Si des deux côtés, les forces stratégiques étaient laissées sans protection et non durcies, la situation internationale serait caractérisée par une tension extrême, rendant instable la dissuasion mutuelle. La dissuasion deviendrait plus stable si des deux côtés on s'acheminait vers une protection visant à rendre invulnérables les moyens de frappe en second. Vers le milieu des années 1960, existait un large consensus, au sein des spécialistes de stratégie, pour considérer qu'après avoir dispersé et protégé leurs sites terrestres ICBM et maritimes SLBM, les superpuissances avaient atteint ou étaient sur le point d'atteindre cette dissuasion mutuelle, même si les stratèges soviétiques paraissaient beaucoup moins intéressés que leurs collègues Américains au concept de la stratégie de frappe en second, et même si l'URSS n'a véritablement atteint un degré d'invulnérabilité significatif qu'au début des années 70. Cependant, la dissuasion mutuelle stable ne peut être assurée une fois pour toute. Dans le domaine de l'armement, la technologie ne cesse de progresser, et les gouvernements restent terriblement préoccupés par l'équilibre des forces militaires de niveau stratégique. Dans le domaine des missiles balistiques, de nouveaux développements tels que les missiles de type MIRV ( multiple independantly targeted reentry vehicle) ou encore plusieurs avancées technologiques significatives, dans le domaine militaire, suscitèrent, tout au long des années 60, de nombreux écrits pour affirmer que, pour des raisons strictement mathématiques, la situation stratégique internationale pourrait bien, à nouveau, devenir instable. Ils soulignaient notamment que le déploiement, par une nation, de missiles balistiques à des fins de protection des centres de population, était susceptible de faire craindre à un adversaire, qu'en se préparant à contrer le tir de représailles, cette nation augmentait sensiblement sa capacité de première frappe. Les missiles de type MIRV étaient perçus par certains comme un moyen d'augmenter le nombre, la capacité de pénétration et la précision des têtes, et donc de menacer d'élimination une grande partie des forces ICBM basées à terre, dont dépendait, dans une large mesure, la capacité de représailles massives (Russett, 63,67,96, Kegley,93).

Quelques analystes ont constaté l'existence d'un rapport de type action-réaction dans la course aux armements des superpuissances : Si un camp s'employait à déployer une défense à base de missiles balistiques, pour protéger ses sites stratégiques, l'autre ne manquait pas, en réaction, de développer des MIRV, afin d'augmenter sa puissance offensive ; éventuellement, il pouvait également chercher à accélérer ses efforts stratégiques voire à accroître sa capacité de développement en missiles MIRV (Goldstein, 96).

Des considérations sensiblement équivalentes, mais réactualisées, ont été développées dans les années 80 par ceux qui critiquaient les propositions de bases spatiales de défense stratégique. Il est aujourd'hui possible d'envisager de déployer des armes de dissuasion sur de telles bases, dans un but défensif. Dans une telle hypothèse, un conflit ne pourrait être évité, par dissuasion, que si chaque partie possède une capacité d'interception et de protection lui permettant de se prémunir contre les conséquences destructrices d'une attaque menée par l'autre partie. L'intérêt que pouvait présenter cette évolution dans l'emploi des armes de dissuasion, qui leur conférait des capacités plutôt défensives qu'offensives, a motivé

les partisans de l'Initiative de la Défense Stratégique et a ainsi contribué à l'ouverture d'un débat sur le sujet dans les années 1980 (Russett, 96).

Les arguments développés par les théoriciens de la stratégie ne reflétaient pas toujours la complexité de l'environnement international, ni celui auquel les superpuissances étaient confrontées au plan local. Les Etats-Unis bénéficiaient d'une large marge de supériorité technologique et économique sur l'Union Soviétique, mais devaient opérer sous un ensemble de contraintes politico-économiques et de sous une pression, en matière de programmes de défense, bien plus complexes. Par ailleurs, les stratégestes n'étaient pas toujours d'accord entre eux. Certains étaient contre un système de défense par missiles balistiques basés à terre, considérant qu'ils étaient militairement et techniquement peu efficaces contre les missiles assaillants; dans le même temps, d'autres affirmaient que ces missiles étaient, au contraire, hautement déstabilisants. De même, certains faisaient valoir que, puisque les Soviétiques avaient tenu à déployer leurs propres missiles antimissiles, il serait beaucoup moins coûteux et plus efficace pour les Etats-Unis d'augmenter ses capacités offensives en déployant des MIRV ; mais les mêmes, plus tard, développaient des arguments contre les MIRV dont ils soulignaient le caractère déstabilisant, dans la mesure où ces missiles étaient susceptibles d'entraîner une relance importante de la course aux armements, sans pour autant améliorer notablement la sécurité des Etats-Unis ni l'efficacité de la dissuasion, et dans la mesure également où l'Union Soviétique pourrait être incitée à fournir un effort compensateur ( Snow, 81).

Les écrits stratégiques des deux dernières décennies ont abondé en termes et acronymes militaires et techniques. Les auteurs distinguaient la guerre préventive (destinée à être conduite au moment choisi par l'attaquant) et la guerre sur présomption (correspondant à une situation où un gouvernement, pressentant une attaque nucléaire imminente, juge indispensable de frapper en premier plutôt que de laisser à l'adversaire l'incontestable avantage de porter un coup décisif). Ces auteurs Ils faisaient également la différence entre une stratégie de type countervalue (où les cibles sont constituées par les centres urbains de l'adversaire) et la stratégie de type counterforce (dirigée contre les sites d'armes stratégiques et les capacités militaires adverses). Une autre distinction était également souvent faite entre la stratégie de dissuasion, qui impliquait, implicitement, la menace d'un emploi massif de l'arsenal nucléaire, encore appelée réponse convulsive, et la stratégie de dommages limités prévoyant de ne réserver l'emploi des armes nucléaires qu'à des fins strictement militaires, une fois la guerre déclenchée, la dissuasion ayant échouée. Alors que la théorie de dissuasion s'était très tôt focalisée sur l'assurance de représailles massives, les stratégestes ont par la suite montré un très grand intérêt pour des concepts tels que le criblage sélectif ou les options nucléaires limitées, déclenchant ainsi un débat visant à savoir si l'adoption de ce dernier type de doctrine stratégique était de nature à augmenter, ou au contraire à diminuer, la probabilité que l'arme nucléaire soit un jour utilisée (Kegley, 93).

DISSUASION ET EQUILIBRE DE PUISSANCE

Le concept de dissuasion mutuelle est, d'une certaine façon, la version moderne de la notion classique d'équilibre de puissance. Beaucoup d'analystes, dont Bernard Brodie, Taureau Hedley, Henry A. Kissinger, Robert Bowie, Robert Osgood, Donald G. Brennan, Thomas C. Schelling, et Herman Kahn, ont écrit sur la dissuasion mutuelle, sur la dissuasion stable, sur la dissuasion équilibrée ainsi que sur l'équilibre stable en matière d'armement, dans des termes évoquant de façon remarquable les anciens traités portant sur l'équilibre de puissance ; ces analystes montrent bien que les difficultés sont aujourd'hui de même nature. On a souvent dit que l'équilibre de puissance ne fournissait pas une base théorique satisfaisante pour la prise de décision en matière de politique étrangère parce qu'il n'existait pas de critères fiables pour comparer la puissance et parce que cet équilibre n'était pas réaliste, dans la mesure où les nations, par précaution, ne se contentaient pas de rechercher l'équilibre mais visaient au contraire à obtenir une certaine supériorité ou un rapport de force qui leur soit sensiblement favorable. Ainsi, les hommes d'état contemporains et leurs conseillers ont du mal à savoir si la dissuasion mutuelle stable décrit une situation résultant d'une compétition existante ou à venir, ou si elle constitue une situation objective, découlant des efforts continus consentis par les deux parties pour obtenir la supériorité dans le domaine de la technologie militaire, ou encore si elle suppose la conduite d'une politique délibérée de coopération entre gouvernements rivaux pour rechercher la parité (Goldstein, 96, Russett, 96).

## FACTEURS PSYCHOLOGIQUES ET POLITIQUES DANS LA DISSUASION

Il est admis depuis longtemps que la dissuasion constitue un concept autant psychologico-politique que militaire. Elle ne dépend pas seulement d'une prise en compte objective de la situation technologico-militaire, mais aussi de la perception et de l'évaluation faites par l'agresseur potentiel. Henry Kissinger a écrit : "S'agissant de la dissuasion, une faiblesse apparente aura les mêmes conséquences qu'une faiblesse effective. Une gesticulation menée à des fins de déception mais prise au sérieux est bien plus dissuasive qu'une véritable intention belliqueuse interprétée comme un coup de bluff. La dissuasion nécessite une combinaison de deux éléments forts : la volonté de la mettre en oeuvre, et la prise en compte de cette volonté par l'agresseur potentiel. De plus, la dissuasion n'est pas une somme mais un produit de ces facteurs. Si l'un d'eux est nul, la dissuasion échoue." (Dougherty, 90, p418).

Pour être efficace, une capacité de dissuasion ne doit pas être gardée secrète. Un certain nombre d'éléments doivent être communiqués à l'adversaire. Si un camp déploie des armes supplémentaires ou s'il modernise son arsenal dans le plus grand secret, il n'a pas vraiment augmenté l'efficacité de ses forces de dissuasion. Patrick M. Morgan a établi une intéressante distinction entre dissuasion générale et dissuasion immédiate. La dissuasion générale implique l'adoption d'une ligne politique permettant de réguler, sur une longue période, et tout en maintenant un niveau de forces satisfaisant, les relations et l'équilibre de puissance avec un pays adverse de sorte que la plupart du temps, les adversaires ne considèrent pas la guerre comme proche ou imminente. En revanche, la dissuasion immédiate (ou pure) implique une situation particulière où un camp serait sur le point de prononcer une attaque tandis que l'autre, dans le but d'empêcher cette attaque, afficherait une menace de représailles, chacun prenant conscience de l'évolution en cours (Dougherty, 90).

## LES NIVEAUX DE DISSUASION

Alexander George et Richard Smoke ont appelé l'attention sur le fait que la théorie et la mise en oeuvre de la dissuasion comprennent trois niveaux : la guerre stratégique, la guerre limitée et les conflits régionaux, qui se situent au seuil inférieur du spectre de la violence. Depuis le milieu des années 50, la dissuasion de type guerre stratégique a fait l'objet de très nombreux écrits et est devenue une discipline à part entière, très précise, foisonnant de concepts spécifiques, de vocabulaire technique et de méthodologies propres - théories de simulation et d'outils économiques, systèmes d'analyse, war-games informatiques. Au coeur du concept, sur lequel sont bien sûr basés les impératifs de la dissuasion stratégique, figure le maintien d'une capacité de destruction assurée, en riposte à une attaque surprise. En fait, tous les analystes sont d'accord pour considérer que la politique de dissuasion nucléaire stratégique vise d'abord à dissuader une guerre nucléaire stratégique, qu'elle soit conduite à outrance ou à grande échelle, voire une guerre nucléaire totale; mais elle peut aussi dissuader une guerre limitée ou même, dans le cas de l'OTAN et de l'Europe, le déclenchement d'une guerre conventionnelle susceptible d'évoluer vers un conflit nucléaire, limité ou total (George, 74).

Quels autres types d'actions ou de comportements indésirables peuvent faire l'objet d'une dissuasion? L'existence d'une force de dissuasion stratégique destinée à prévenir une attaque nucléaire surprise permet-elle de dissuader automatiquement une attaque conventionnelle limitée? Si elle ne le permet probablement pas intrinsèquement, on considère toutefois qu'une superpuissance nucléaire ne peut raisonnablement espérer infliger une défaite à une autre superpuissance nucléaire, dans une guerre conventionnelle limitée, sans courir un risque élevé de voir le conflit dégénérer en confrontation nucléaire. Ainsi, la dissuasion stratégique, combinée aux comportements habituels des grandes puissances et à la peur d'une escalade incontrôlée, produit un effet inhibant radical, empêchant le déclenchement d'une guerre conventionnelle susceptible d'impliquer les forces armées des grandes puissances nucléaires. Laurence Martin soutient que la dissuasion nucléaire stratégique peut, en complément des capacités de défense, nucléaires ou conventionnelles, être étendue à la protection des alliés traditionnels ou à celle d'autres Etats amis, en réponse à toute attaque, nucléaire ou conventionnelle, dont ils pourraient faire l'objet. Une décennie plus tôt, John H. Herz avait indiqué que les mêmes développements du nucléaire qui avaient rendu les états industriels modernes si vulnérables à la menace d'anéantissement physique avaient également contribué à interdire l'emploi des forces militaires conventionnelles dans les confrontations directes impliquant les principales puissances nucléaires et leurs alliés (Jervis, 79).

Comme Alexander George et Richard Smoke l'ont souligné, la dissuasion appliquée aux guerres limitées et aux conflits régionaux est beaucoup plus complexe qu'au niveau stratégique. Si l'on considère les objectifs des différents acteurs et les moyens dont ils disposent, le nombre et la complexité des variables sont beaucoup plus importants. Chaque camp est dans l'incertitude quant à ses propres motivations et quant aux divers objectifs visés par l'adversaire. La dissuasion pour un conflit de niveau inférieur n'est pas aussi facile à élaborer que dans le cas où la destruction

mutuelle assurée est recherchée. La sélection des moyens à mettre en oeuvre doit autant prendre en compte les impératifs de contrôle de l'escalade et les objectifs politiques des différents acteurs du conflit que le besoin de rassurer les opinions publiques internes, alliés ou neutres. Dans le cas des conflits de niveaux inférieurs, George et Smoke concluent que la problématique de la dissuasion dépend essentiellement du contexte : "Elle ne dépend pas seulement de la confrontation de quelques variables techniques, bien connues de part et d'autres, mais d'un très grand nombre de variables, dont beaucoup sont partiellement subjectives, évoluant avec le temps et dépendant largement du contexte de la situation. " ( George, 74, p199).

## CONCLUSION: DISSUASION ET CONTROLE DES ARMES DANS LES ANNEES 90

Depuis le traité sur les forces nucléaires de portée intermédiaire (INF), l'environnement politico-stratégique en Europe de l'Ouest a évolué. Dès lors qu'il apparaissait clairement que les missiles de portée intermédiaire devaient être retirés d'Europe, ne laissant plus que des armes tactiques ou de champ de bataille - dont la plupart, en cas de guerre nucléaire, seraient tombées sur le territoire allemand (de l'ouest ou de l'est) - il devenait presque inévitable que les Allemands, dans leur grande majorité, soient favorables à l'option triple zéro, consistant à éliminer toutes les armes nucléaires d'Europe centrale. L'Allemagne de l'Ouest était peu enclin à mettre en pratique la décision OTAN de Montebello, datant de 1983, qui prévoyait la modernisation de certaines armes nucléaires de courte portée de l'Alliance. Mais les autres alliés, qui craignaient qu'une dénucléarisation de l'Europe centrale ne pousse la République Fédérale vers le neutralisme, dans le but d'une réunification nationale, insistaient pour que les opérations planifiées soient réalisées. Alors que l'Union Soviétique souhaitait une dénucléarisation, l'OTAN accordait une plus grande priorité à la réduction des forces conventionnelles, dans le but d'instaurer, sur le plan conventionnel, une meilleure stabilité en Europe. Il y eut un débat, tout au long des années 80, sur le rapport, en Europe, entre dissuasion nucléaire et dissuasion conventionnelle et sur la possibilité de mettre l'accent sur le conventionnel plutôt que sur le nucléaire (Dougherty, 90). Certains analystes, tels que les Evêques Catholiques Américains, poussèrent l'OTAN à adopter une politique visant à renoncer à l'emploi en premier des armes nucléaires ; d'autres considéraient qu'une telle mesure était de nature à affaiblir sérieusement la dissuasion. Alors qu'était procédé au renforcement des capacités conventionnelles, pour répondre à la stratégie de réponse flexible de l'OTAN, dont le but visait à dissuader l'adversaire, à repousser une agression de tout niveau et à se défendre contre une attaque soviétique en évitant, autant que possible, une utilisation trop précoce des armes nucléaires, voire en évitant que ces armes soient effectivement utilisées, les responsables politiques et militaires de l'OTAN n'ont jamais adhéré à une politique de non emploi en premier, et n'ont ainsi jamais renoncé à la dissuasion nucléaire (Dougherty, 90).

Contrairement à des théoriciens comme John J. Mearsheimer et Samuel P. Huntington, qui ont cherché à démontrer que l'OTAN pouvait se reposer sur la dissuasion conventionnelle, certains ont souligné qu'une dissuasion strictement

conventionnelle était moins efficace qu'une stratégie combinée conventionnelle-nucléaire. Richard K. Betts, par exemple, a repris la position des tenants de la stratégie nucléaire classique, à savoir que, contrairement, jusque là, à la dissuasion nucléaire, la dissuasion conventionnelle avait souvent échoué au cours de l'histoire moderne, du fait de la différence existant entre interdiction et sanction. Dans une guerre conventionnelle, le pire que puissent subir un agresseur est d'être contrarié dans ses desseins - d'être empêché d'atteindre tout ou partie de ses objectifs. Dans une telle situation, il est alors aisé pour l'agresseur d'évaluer le coût potentiel maximum de l'attaque. Mais si, d'un autre côté, un agresseur a des raisons de penser qu'une attaque conventionnelle est susceptible de provoquer une réponse nucléaire, source d'une possibilité d'escalade incontrôlée, il devient impossible qu'il puisse estimer à l'avance le coût des destructions potentielles à venir (Goldstein, 96, Russette).

D'après Betts, une doctrine OTAN de type réponse flexible, qui repose sur des risques difficile à évaluer, incertains est préférable à toute alternative de dissuasion purement conventionnelle. La confiance que l'on peut accorder, dans le domaine de la défense, à une dissuasion de type conventionnelle n'est pas justifiée car une dissuasion basée sur l'interdiction est fondamentalement moins efficace qu'une dissuasion s'appuyant sur des sanctions - les coûts en cas d'échec étant sensiblement plus faibles. On peut être plus facilement tenté de prendre des risques alors que la probabilité de se voir contrecarrer dans son action est relativement élevée, que des lors qui existe une probabilité même relativement faible, de destruction massive (Dougherty, 90).

En janvier 1988 la Commission de stratégie intégrée à long terme, Commission on Integrated Long-Term Strategy, remettait au Secrétaire à la Défense et au Conseiller du Président pour les affaires de sécurité nationale un rapport intitulé Dissuasion discriminante, Discriminate Deterrence. Le rapport soulignait que les quelques prochaines décennies allaient probablement apporter des changements significatifs portant sur le nombre des principales puissances militaires, sur l'acquisition d'armes de technologie avancée par des puissances de moindre importance, sur l'impact des accords d'armement sur les forces nucléaires et conventionnelles des superpuissances et sur le comportement incertain des Alliés et des pays amis. Ces différents points n'allaient pas manquer de modifier l'environnement international sur lequel devaient s'appuyer les différentes politiques et stratégies de dissuasion. Le rapport recommandait au gouvernement Américain de ne pas compter, pour défendre ses Alliés et ses intérêts à l'étranger, sur des menaces susceptibles de provoquer, si elles devaient être mises en oeuvre, un anéantissement du pays ; il suggérait également que le gouvernement diversifie et renforce son aptitude à déployer une force non nucléaire, adaptée, capable de contrer toute agression, partout et en temps voulu ; que ses forces, conventionnelles et nucléaires, soient organisées sur la base d'une combinaison de systèmes offensifs et défensifs, comprenant une capacité de mener des opérations de contre-offensive conventionnelle au coeur du territoire ennemi et de lancer des frappes nucléaires bien ciblées, pour dissuader une attaque nucléaire limitée ou une invasion conventionnelle écrasante ; enfin le rapport insistait sur le fait que l'importance du contrôle de l'espace en temps de guerre n'allait cesser d'augmenter. Prudemment, les auteurs ne paraissent pas vouloir remettre en cause le principe d'une menace de réponse nucléaire en cas d'attaque en Europe, mais, dans le cadre de la

réévaluation des priorités de défense, dans un contexte de contraction budgétaire, ils semblaient vouloir faire porter l'effort sur les forces conventionnelles et sur des armes intelligentes et de très grande précision (Dougherty, 90, Russett, 96).

En conclusion, quelques théoriciens des relations internationales croient que la dissuasion nucléaire pourrait être totalement abandonnée et que l'on pourrait d'ores et déjà se préparer à lui substituer une défense de type conventionnelle. A l'inverse, d'autres stratèges pensent qu'une totale confiance peut être accordée à la dissuasion nucléaire, puisqu'elle permet d'éviter d'avoir recours à des stratégies de défense basée sur des combats effectifs, qui favorisent inmanquablement le déclenchement de guerres, notamment de guerres nucléaires. Glenn H. Snyder faisait déjà remarquer, voilà trois décennies, que les études relatives à la diminution des risques de guerre et à l'atténuation de ses conséquences devaient être conduites simultanément, par ailleurs il soulignait que l'évaluation des conséquences, en cas d'échec de la dissuasion, était affaire de jugement politique et que celui devait mettre en balance ces conséquences et le succès vraisemblable de la dissuasion. Il est essentiel que soit pris en compte l'hypothèse d'un échec de la dissuasion, mais cette prise en compte ne doit pas conduire à augmenter la vraisemblance d'un tel échec. Ce problème est clairement mis en évidence par les nouveaux axes de la politique soviétique à l'époque de Gorbatchev.

Comme Richard Ned Lebow l'a bien souligné, si l'Union Soviétique ne cherchait qu'à masquer, prudemment, son objectif final de domination globale, il était essentiel que l'Occident accentue sa politique de dissuasion contre la menace d'une attaque soviétique ; mais si les Soviétiques étaient effectivement animés par des motivations exclusivement défensives, alors une politique occidentale d'apaisement se serait avérée sans doute mieux adaptée. Aujourd'hui, la plupart des analystes ne trouvent satisfaisantes aucune de ces deux interprétations. Dans la mesure où la politique soviétique était en fait motivée par des buts à la fois offensifs et défensifs, il aurait fallu, pour s'en tirer, lui opposer une savante combinaison de dissuasion et de signes d'apaisement et d'encouragement. La dissuasion et le contrôle des armements sont étroitement associés à l'évolution de la technologie des armes. Puisqu'une dissuasion effective requiert une modernisation continue, les accords de contrôle de l'armement entre superpuissances doivent également permettre cette modernisation. Dans le même temps, toutes les grandes puissances nucléaires sentent bien qu'elles ont un intérêt commun à conduire une politique visant à réduire la probabilité de voir d'autres Etats en mesure de déstabiliser la situation stratégique internationale au point que les états nucléaires ne puissent même plus assurer le contrôle ultime de leur propre sécurité. Ils sont donc condamnés à coopérer de façon formelle ou de manière tacite, pour lutter contre toute prolifération horizontale des armes nucléaires et de leurs vecteurs. De plus, au cours des dernières années, ils se sont attachés à relancer les efforts diplomatiques, vieux de près d'un siècle, visant à interdire l'emploi des armes chimiques létales, parfois appelées armes nucléaires des pays pauvres; même si les problèmes de vérification liés aux difficultés de mise en place d'une interdiction internationale totale portant sur la production et la possession de telles armes, que certaines nations souhaiteraient pouvoir détenir à des fins de dissuasion. Bien que les perspectives en matière de contrôle des armements aient apparemment considérablement évolué ces dernières années, la dissuasion mise en oeuvre par les superpuissances semble toujours aussi efficace. Dans les premières années, en dépit des craintes, des deux côtés, que l'adversaire

cherche à acquérir une capacité de première frappe, chacun était arrivé à la conclusion qu'une telle marge de supériorité ne pouvait être atteinte sans que la notion de guerre stratégique soit assortie de justification politique ou morale. Il est nécessaire que les deux parties en soient pleinement convaincues et que, sur ce point, ils aient confiance dans la rationalité fondamentale des processus décisionnels de l'autre camp. Si ce n'était pas le cas, aucun accord de contrôle des armements ne pourrait être durablement appliqué. Mais si une telle confiance existe, et si les deux camps poursuivent la politique intelligente consistant à dévoiler explicitement ce qu'ils sont ou non capables de faire, ils pourraient consolider durablement la dissuasion d'une guerre nucléaire totale - en tout état de cause suffisamment longtemps pour que les dilemmes historiques de sécurité des Etats puissent être fondamentalement réformés (Dougherty, 90, Goldstein, 96, Russett,96).

### Works Cited

-

Brodie, Bernard, Strategy in the Missile Age, Princeton, N. J. Princeton University Press, 1959.

Dougherty James E. and Robert L. Phaltzgraff, Contending Theories Of International Relations, Harper Collins Publishers, 1990.

George, Alexander L. and Richard Smoke, Deterrence in American Foreign Policy: Theory and Practice , New York: Columbia University Press, 1974.

Goldstein, Joshua S., International Relations, Harper Coolins college Publishers, New York, 1996.

Jervis, Robert L., "Why Nuclear Superiority Doesn't Matter", *Political Science Quarterly*, 94 Winter, 1979, pp 626 -636.

Kahan, Jerome H., Security in the Nuclear Age: Developing U.S. Strategic Arms Policy, Washington, D.C. The Brookings Institution.

Kegley, Charles W. and Eugene R. Wittkopf, World Politics: Trend and Transformation, St. Martin's Press, New York, 1993.

Nitze, Paul, "Atoms, Strategy and Policy", *Foreign Affairs* XXXIV, January 1956. pp 188-198.

Russett, Bruce M., "The Calculus of Deterrence", *Journal of Conflict Resolution*, VII March 1963, pp 97-109.

Russett, Bruce M., "Pearl Harbor: Deterrence Theory and decision Theory" , *Journal of Peace Research*, 4 No. 2, 1967, pp 80 - 106.

Russett, Bruce and Harvey Starr, World Politics : The Menu For Choice, Freeman and Company, New York, 1996.

Snow, Donald M., Nuclear Strategy in a Dynamic Age, University of Alabama Press, 1981.

Sakharov, Andrei, "The Danger of Nuclear War", *Foreign Affairs*, 61, Summer 1983, pp 1009 - 1011.

### Bibliographie

-

Brodie, Bernard, Strategy in the Missile Age, Princeton, N. J. Princeton University Press, 1959.

Donovan, James A. and David M. Shoup, Militarism U.S.A., Charles Scribner's Son, New York, 1970.

Dougherty James E., and Robert L. Phaltzgraff, Contending Theories Of International Relations, Harper Collins Publishers, 1990.

Dougherty, James E., How to Think About Arms control and Disarmament, Crane, Russak & Company, New York, 1973.

Ermarth, Fritz, "Contrasts in American and Soviet Strategic Thought", International Security, 3 Fall 1978, Baltimore, Md: The Johns Hopkins University Press, 1985.

George, Alexander L., and Richard Smoke, Deterrence in American Foreign Policy: Theory and Practice New York: Columbia University Press, 1974.

Goldstein, Joshua S., International Relations, Harper Coolins college Publishers, New York, 1996.

Jervis, Robert L., "Why Nuclear Superiority Doesn't Matter", Political Science Quarterly, 94 Winter, 1979, pp 626 -636.

Kahan, Jerome H., Security in the Nuclear Age: Developing U.S. Strategic Arms Policy, Washington, D.C. The Brookings Institution.

Kegley, Charles W. and Eugene R. Wittkopf, World Politics: Trend and Transformation, St. Martin's Press, New York, 1993.

Luard, Evan, Basic Text in International Relations: The Evolution of Ideas About International Society, St. Martin's Press, New York, 1993.

Nitze, Paul, "Atoms, Strategy and Policy", Foreign Affairs XXXIV, January 1956. pp 188-198.

Russett, Bruce M., "The Calculus of Deterrence", *Journal of Conflict Resolution*, VII March 1963, pp 97-109.

Russett, Bruce M., " Pearl Harbor: Deterrence Theory and decision Theory", *Journal of Peace Research*, 4 No. 2, 1967, pp 80 - 106.

Russett, Bruce and Harvey Starr, World Politics : The Menu For Choice, Freeman and Company, New York, 1996.

#### Bibliographie Cont.

Snow, Donald M., Nuclear Strategy in a Dynamic Age, University of Alabama Press, 1981.

Sakharov, Andrei, "The Danger of Nuclear War", *Foreign Affairs*, 61, Summer 1983, pp 1009 - 1011.

Williams, Geoffrey Lee, and Alan Lee Williams, Crisis in European Defense: The Next Ten Years, St. Martin's Press, New York, 1974